

N° 34 / 2005 pénal.
du 22.12.2005
Numéro 2239 du registre.

La **Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg**, formée conformément à la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, a rendu en son audience publique du jeudi, **vingt-deux décembre deux mille cinq**,

l'arrêt qui suit :

E n t r e :

X.), actuellement sans emploi, né le (...) à Luxembourg, demeurant à L-(...), (...),

demandeur en cassation,

comparant par Maître Frank WIES, avocat à la Cour, en l'étude duquel domicile est élu,

et :

1) A.), directeur du (...) à L-(...), (...),

2) B.), psychiatre au (...) à L-(...), (...),

3) C.), psychiatre au (...) à L-(...), (...),

défendeurs en cassation,

comparant par Maître Romain ADAM, avocat à la Cour, en l'étude duquel domicile est élu,

en présence du MINISTERE PUBLIC, partie jointe.

LA COUR DE CASSATION :

Où Monsieur le conseiller SCHLUNGS en son rapport et sur les conclusions de Monsieur l'avocat général NIES ;

Vu l'arrêt attaqué rendu le 7 mars 2005 sous le numéro 118/05 VI par la Cour d'appel, sixième chambre, siégeant en matière correctionnelle ;

Vu le pourvoi en cassation déclaré le 7 avril 2005 au greffe de la Cour par Maître Frank WIES pour et au nom de **X.)** ;

Vu le mémoire en cassation déposé le 9 mai 2005 au greffe de la Cour ;

Vu le mémoire en réponse signifié le 7 juin 2005 par les docteurs **A.), B.)** et **C.)** et déposé le 14 juin 2005 au greffe de la Cour ;

Sur la recevabilité du pourvoi :

Attendu qu'aux termes de l'article 43 alinéa 2 de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation le mémoire de la partie civile devra, à peine de déchéance, être signifié au défendeur au civil avant d'être déposé ;

Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure qu'avec l'original du mémoire **X.)** n'a déposé qu'une photocopie de l'exploit de signification aux parties adverses, qui, quoique certifiée conforme par Maître Frank WIES, manque de l'authenticité nécessaire à la preuve de la formalité requise ;

D'où il suit que **X.)**, n'ayant pas satisfait aux exigences de la loi, est déchu de son pourvoi ;

Sur les frais :

Attendu que la partie demanderesse succombant dans son recours doit supporter les frais de celui-ci, sauf cependant ceux occasionnés par la signification du mémoire en réponse des parties défenderesses qui doivent rester à la charge de celles-ci, dès lors qu'en matière pénale l'article 44 de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation n'exige pour la régularité d'un mémoire en réponse des défendeurs en cassation que son dépôt dans le délai imparti au greffe où la déclaration de pourvoi aura été reçue ;

Par ces motifs :

déclare **X.) d é c h u** de son pourvoi ;

le condamne aux frais de l'instance en cassation à l'exception de ceux occasionnés par la signification du mémoire en réponse des défendeurs au civil, les frais exposés par le ministère public étant liquidés à 1,75 €.

Ainsi fait, jugé et prononcé par la Cour de cassation du Grand-Duché de Luxembourg en son audience publique du jeudi, **vingt-deux décembre deux mille cinq**, au Palais de Justice à Luxembourg, 12, Côte d'Eich, composée de :

Marc THILL, président de la Cour,
Marc SCHLUNGS, conseiller à la Cour de cassation,
Jean JENTGEN, conseiller à la Cour de cassation,
Edmée CONZEMIUS, premier conseiller à la Cour d'appel,
Camille HOFFMANN, conseiller à la Cour d'appel,
John PETRY, avocat général,
Marie-Paule KURT, greffier à la Cour,

qui, à l'exception du représentant du ministère public, ont signé le présent arrêt.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Monsieur le président Marc THILL, en présence de Monsieur l'avocat général John PETRY et Madame Marie-Paule KURT, greffier à la Cour.